



Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Thierry DEWINTRE, Clare HART.

Hors commission - Convention-type gestion de services numériques avec les communes membres et leurs Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, l'ensemble de ses communes membres et plusieurs Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) ont développé depuis de nombreuses années des outils partagés afin de répondre conjointement aux défis et aux opportunités qu'offrent la numérisation, la dématérialisation et l'informatisation des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics. Ces évolutions technologiques impactent à la fois leur fonctionnement interne, leurs échanges avec les tiers publics et privés, leurs relations avec les administrés.

L'ensemble des acteurs du bloc communal souhaite poursuivre cette coopération afin de disposer de services publics modernes et efficaces qui puissent offrir à leurs partenaires et à leurs administrés une réactivité et une sécurité informatique optimales. Cette mission d'intérêt général partagée permet de développer une identité numérique métropolitaine et communale respectueuse de l'ensemble des libertés individuelles, conforme au Règlement Général pour la Protection des Données, désormais en vigueur au sein de l'ensemble des états de l'Union Européenne.

Cette coopération entre personnes publiques s'inscrit dans les dispositions du Code général des collectivités territoriales et du Code des marchés publics. Elle constitue une des actions majeures du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes, adopté le 13 décembre 2015 et mis à jour chaque année.

Le projet de convention-type établi en application des articles L.5217-7 et L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales a pour objet de mettre en place, dans le cadre d'un document unique, des solutions partagées et évolutives avec les communes membres et leurs CCAS en matière :

- d'administration électronique
- de services en ligne aux usagers ;
- de dématérialisation des procédures de marchés publics en application des dispositions réglementaires et législatives en vigueur ;
- de mise à disposition publique des données numériques « open data ».

Il décrit les différentes fonctionnalités proposées et les obligations réciproques des communes, de leurs CCAS et de la Métropole en matière de d'hébergement, de maintenance, de paramétrage, de formation et de mises à jour des données.

Un nouveau service d'archivage électronique à valeur probatoire pour les flux documents télétransmis par la plateforme « e-demat » est proposé.

L'ensemble des évolutions globales des quatre plateformes sera assuré par la Métropole et facturé forfaitairement aux communes. Seules les adaptations demandées par les communes ou leurs CCAS feront l'objet d'une facturation spécifique, établie d'un commun accord en fonction d'une évaluation des temps passés, sur la base du bordereau des prix, annexé à la convention-type.

Ce cadre de convention-type sera adapté en fonction des besoins de chacune des communes membres et CCAS partenaires.

La mise en œuvre et l'évolution de la plateforme « Open Data » n'est pas facturé. Le coût des 3 autres applications est établi pour chaque co-signataire, sur la base de leurs coûts global, en fonction de la population municipale 2019, telle que fixée par décret.

Ce cadre de conventionnement concerne la période 2019-2021. Les communes et les CCAS partenaires pourront, dans le cadre des prestations proposées, faire évoluer leurs besoins, par simple échange de courrier avec la Métropole.

La mise en œuvre de nouvelles applications non définies dans la convention-cadre et ses annexes ainsi que toute modification de ses conditions de mise en œuvre devra faire l'objet d'un avenant entre les deux parties.

Ce document intègre dans son annexe 4 les dispositions relatives à la protection des données personnelles.

La Métropole continuera à prendre en charge 50% du coût des prestations forfaitaires assurées pour les communes. Le projet soumis à l'assemblée délibérante porte cette participation à 80% pour les CCAS ;

Le coût global de ce service est estimé à 120 000 €, sur la période du contrat, réparti à parts égales entre les CCAS et les communes. Compte tenu des ratios mentionnés ci-dessus, la participation de la Métropole est évaluée à 78 000 € sur les 3 années.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les deux projets similaires de conventions-types entre la Métropole, les communes membres, leurs CCAS ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions dédiées avec chacune des communes et CCAS partenaires ainsi que tout acte relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86351-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexes 1-2-3_20190429.docx
- Annexes 1-2-3_20190429.docx
- Annexe 4 à la convention de gestion des services communs informatiques projet vd.docx
- Convention_services_numeriques_mutualises.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.